

Aimer Haïti en 2024

Emilie Nicolas

7 mars 2024

Les nouvelles en provenance d'Haïti évoluent d'heure en heure. Jeudi dernier, on apprenait que l'hôpital de l'Université d'État d'Haïti, le plus grand centre hospitalier du pays, était contraint de fermer ses portes. Avec les affrontements entre les gangs et la police à proximité — et les nombreux kidnappings du personnel soignant —, il n'était plus possible de garder l'établissement en activité.

Puis, durant le week-end, les gangs ont pris d'assaut les deux plus grandes prisons du pays. Lundi, c'est l'aéroport Toussaint-Louverture qui était encerclé, forçant l'annulation de tous les vols à destination de la capitale. Mardi, l'académie de police de Port-au-Prince était ciblée à son tour.

Ariel Henry, le premier ministre haïtien, ni nommé ni élu à ce poste, a dû atterrir d'urgence à Porto Rico alors qu'il revenait de Nairobi. Mercredi matin, le Miami Herald révélait que les diplomates américains [faisaient pression pour qu'Ariel Henry démissionne](#) et laisse sa place à un gouvernement de transition. Des dirigeants de la communauté caribéenne, la CARICOM, seraient en pourparlers avec des leaders de l'opposition haïtienne pour tenter de trouver une voie de sortie à la crise politique et sécuritaire qui s'envenime depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021.

Je m'arrête ici, parce que je tiens à ce que, au-delà de la transmission des faits, on comprenne bien les conséquences humaines de la situation décrite.

La crise en Haïti a fait exploser l'insécurité alimentaire. Selon les dernières données du Programme alimentaire mondial, près de la moitié de la population haïtienne a faim.

Ensuite — et merci à la journaliste haïtienne Nancy Roc [pour son travail courageux sur cette question](#) —, le règne des gangs a décuplé la violence sexuelle contre les femmes et les filles haïtiennes ces dernières années. En octobre 2022, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme déplorait déjà que « les femmes et filles [soient] constamment violées par les hommes de leur communauté, mais aussi exposées aux viols collectifs et répétés lors des massacres et attaques armées ».

Finalement, avec les écoles fermées à répétition pour des raisons sécuritaires depuis plusieurs années, on assiste en direct à une remontée de l'analphabétisme et de la sous-scolarisation au pays. La crise dure depuis déjà assez longtemps pour que le système ait échappé toute une génération dans la grande région de Port-au-Prince. Par le fait même, cette génération, sans accès au monde extérieur, est d'autant plus susceptible au règne des gangs sous lequel ils grandissent.

Je veux encore qu'on saisisse les répercussions de tout ça sur l'ambiance, disons, au sein du groupe comptant plus de 150 000 Québécois d'origine haïtienne.

Je veux qu'on comprenne à quel point les aînés de la communauté haïtienne de Montréal sont des battants. Je parle ici d'une génération qui a dû s'exiler, souvent en laissant derrière des proches déjà emprisonnés ou assassinés, pour fuir la dictature des Duvalier, certes, mais aussi pour la combattre. Cette génération a non seulement lutté d'ici contre un régime d'une violence inouïe, soutenu par les gouvernements canadien et américain, mais a aussi fondé et tenu à bout de bras les organismes communautaires qui ont permis l'accueil de la diaspora, démesurément représentée dans les emplois qu'on a découverts comme « essentiels » il y a quatre ans à peine.

Nombreux sont les aînés haïtiens de Montréal qui, après la chute du régime Duvalier en 1986, ont cherché à contribuer à la reconstruction d'Haïti. Il y a, à Montréal comme ailleurs dans la diaspora, les intellectuels, les organisateurs sociaux, les leaders féministes, les hommes et les femmes d'État qui ont sacrifié une partie importante de leurs ressources économiques, et du temps précieux auprès de leurs enfants — ma génération —, pour le rêve de la démocratie haïtienne. Dans les allers-retours constants au pays, on a voulu faire renaître une république.

Mais il y a eu le coup d'État contre le président Jean-Bertrand Aristide en 2004, orchestré par les puissances étrangères. Ensuite, l'imposition de la MINUSTAH par l'ONU de 2004 à 2017, qui a amené avec elle la déstabilisation encore plus grande du pays (et le choléra). Il y a eu le tremblement de terre de janvier 2010, ses 220 000 morts, ses conséquences indélébiles sur le pays. Puis, la controverse entourant les résultats de l'élection présidentielle de novembre 2010 par l'Organisation des États américains, ce qui a lancé la domination du Parti haïtien Tèt Kale (PHTK) sur le peuple haïtien, d'abord avec Michel Martelly, puis Jovenel Moïse, maintenant Ariel Henry. Le PHTK s'est appuyé sur les gangs criminels pour régner avant d'en perdre le contrôle.

Dans tout ça, le rêve de la démocratie haïtienne s'est fait tabasser de l'étranger, avec la complicité de pantins locaux.

Je vois chaque année le pas des aînés de la communauté haïtienne devenir plus lourd. Les soupirs plus pesants. Je vous assure que l'âge n'est pas la cause. Et malgré cette pesanteur, ces aînés sont encore là à tenir à bout de bras les organismes qui servent notamment les demandeurs d'asile, qui viennent de partout, et non plus seulement d'Haïti. Et ils sont nombreux à continuer de se rendre en Haïti malgré les périls. Les aînés sont têtus. C'est l'honneur d'une vie que de les côtoyer.

Plusieurs lecteurs se sentiront impuissants devant ce texte. Mais on ne l'est pas. Même dans le champ de nos compétences bien provinciales, on peut faire quelque chose — concrètement, immédiatement — pour soutenir la diaspora haïtienne dont on s'est souvent dit spécialement solidaires au Québec. On peut, au strict minimum, arrêter de casser du sucre sur la tête des demandeurs d'asile.

De grâce. Pas maintenant. Je veux vous dire : jamais. Mais surtout, pas maintenant. Au nom de ce qu'il peut rester de décence dans ce bas monde. Merci.